

20.09.2004 - 10:18 Uhr

## Les banques mesurent le coût de la lutte contre le blanchiment d'argent

Zurich (ots) -

Indication: L'étude complet peut être téléchargées gratuitement en format pdf sous: <http://www.newsaktuell.ch/f>

Les dépenses ont augmenté de 61 pour cent au cours des trois dernières années.

Selon une étude internationale menée par KPMG, les banques n'ont jamais autant investi dans les systèmes de lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) afin de satisfaire aux législations en vigueur.

Sur les 209 établissements de services financiers interrogés sur leurs dépenses en la matière au cours des trois dernières années, 83 pour cent ont déclaré avoir augmenté les crédits dévolus à la LBA de 61 pour cent en moyenne. Et cette tendance est appelée à se poursuivre car la plupart des banques s'attendent à une hausse de leurs dépenses de 40 pour cent au cours des trois prochaines années; preuve qu'il reste beaucoup à faire pour promouvoir les systèmes et les contrôles de lutte contre le blanchiment d'argent.

La surveillance des transactions constitue le principal facteur de la hausse des dépenses réalisées et à venir. Les banques perfectionnent constamment les méthodes mises en oeuvre en la matière: parmi les établissements consultés, plus de 40 pour cent ont ainsi déclaré avoir mis en place des applications informatiques de surveillance développées par des partenaires extérieurs. Même si beaucoup de banques continuent à compter sur la seule vigilance de leur personnel et des contrôles ponctuels, un grand nombre d'entre elles prévoient de déployer des systèmes plus sophistiqués.

Le deuxième grand facteur de l'envolée des dépenses est la formation, les banques préférant largement les méthodes d'enseignement traditionnelles aux formations assistées par ordinateur.

Anne Vanheerden, associé et chef de KPMG Forensic en Suisse, commente les premiers enseignements de cette étude en ces termes:

"Le renforcement de la réglementation bancaire et les craintes d'un financement des groupes terroristes ont indéniablement dopé les investissements dans les mesures LBA, et les banques ont, à juste titre, identifié la surveillance des transactions et la formation comme les deux principaux champs sur lesquels elles devaient faire porter leurs efforts. La parfaite prise en compte de ces deux aspects permet en effet de constituer un dispositif de détection très performant face au risque de blanchiment d'argent. De fait, il aide non seulement la banque à se protéger de graves atteintes à sa réputation, mais contribue également à protéger la société civile contre bon nombre de ses ennemis."

Près des deux tiers des responsables Compliance interrogés dans plus de 41 pays ont ainsi déclaré que leur banque avait mis en place une politique globale de lutte contre le blanchiment d'argent et qu'ils observaient qu'une plus grande attention était accordée à leur portefeuille clientèle, en particulier en matière d'ouverture de relations d'affaires avec de nouveaux clients et de surveillance des activités douteuses sur les comptes. Plus de 80 pour cent des banques ont déclaré moduler le volume d'informations exigé pour l'ouverture

d'un compte en fonction du profil de risque du client potentiel. Mais, étonnamment, seulement la moitié d'entre elles prenaient en compte le fait qu'un client était "politiquement exposé".

Deux tiers des personnes interrogées ont indiqué que leur établissement avait émis un nombre très élevé de rapports d'activité douteuse (RAD) au cours des trois dernières années, principalement en raison de l'amélioration des systèmes de détection et d'établissement de rapports. In fine, le traitement de cet important volume de rapports a constitué un véritable défi pour les organismes nationaux chargés de faire respecter les réglementations LBA.

La grande majorité (84 pour cent) des banques a estimé que cet accroissement des dépenses induites par la réglementation de lutte contre le blanchiment d'argent était acceptable. Cependant, la plupart d'entre elles a estimé que la lutte contre le blanchiment d'argent pourrait gagner en efficacité de plusieurs manières, notamment par une meilleure communication avec les organismes chargés de faire respecter la réglementation et une plus grande harmonisation des exigences à travers le monde.

Toujours selon l'étude, la surveillance des transactions effectuées sur les comptes à travers le monde semble loin d'être parfaite, 46 pour cent des banques actives dans six à dix pays s'avouant incapables de suivre la transaction ou l'état d'un compte d'un même client à travers différents pays. Un quart des banques opérant dans plus de 10 pays ont déclaré être incapables d'effectuer une telle surveillance.

L'étude a également fait apparaître que de nombreuses grandes banques internationales déléguaient l'application des procédures LBA au niveau local, ouvrant ainsi la porte à des divergences d'application pouvant apparaître soit par manque d'expertise soit par absence d'une réelle vue d'ensemble. Le risque étant que les "clients criminels" réussissent à se faufiler dans une juridiction où les normes sont plus floues qu'ailleurs et qu'ils aient ainsi accès à une grande banque par une "porte dérobée".

Commentant ces conclusions, Brendan Nelson, Global Chairman de KPMG's Financial Services Practice, a déclaré que:

"Cette étude montre que la lutte contre le blanchiment d'argent se développe sans cesse au sein du secteur bancaire et qu'il reste encore beaucoup à faire. Néanmoins, il est clair que les banques s'engagent à jouer leur rôle dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la terreur internationale, et qu'elles entendent assumer ce rôle de manière efficace. Le défi que devront relever législateurs et organismes chargés de l'application des réglementations sera de travailler plus efficacement avec le secteur et de prouver aux banques que leurs efforts se traduisent par une augmentation des taux de détection et de prévention des activités criminelles et terroristes. Nous ne devons pas perdre de vue qu'il s'agit de lutter contre la criminalité et non de cocher des cases."

Autres grands enseignements de cette étude:

Plus de 60 pour cent des banques voient dans la lutte contre le blanchiment un thème "clairement pris en compte" au niveau des directions, 34 pour cent comme un thème "modérément pris en compte", et seulement 5 pour cent des personnes interrogées un thème comme "peu pris en compte". Les banques opérant en Amérique latine et en Russie ont été particulièrement nombreuses à considérer ce thème comme "largement pris en compte" (respectivement 87 et 88 pour cent), tandis que seule la moitié des banques présentes en Asie-Pacifique et en Afrique y voyait un thème "clairement pris en compte".

Une large part des personnes ayant répondu à cette étude disposent d'un programme formel pour tester leurs systèmes LBA de manière indépendante, même si les banques d'Europe occidentale ne s'illustrent guère sur ce point, avec un taux de seulement 59 pour cent d'établissements ayant effectué des tests d'efficacité sur les

systèmes et contrôles LBA (contre 100 pour cent au Moyen-Orient et 91 pour cent en Amérique du Nord).

La hausse des dépenses a été particulièrement marquée en Amérique du Nord, où 29 pour cent des banques consultées ont déclaré avoir connu une augmentation de leurs dépenses de 100 pour cent au cours des trois dernières années. KPMG attribue ce phénomène aux effets du US PATRIOT Act qui avait été voté au lendemain des attentats du 11 septembre 2001.

De récentes estimations tendent à prouver que les montants blanchis dans le monde par les trafiquants de drogue, les trafiquants d'armes et autres criminels atteignent chaque année 500 à 1 000 milliards de dollars américains. Les banques font office de gardiennes du système financier légal et c'est uniquement grâce à leur vigilance que le système peut être protégé et ne pas fournir aux criminels organisés ou aux terroristes un mécanisme leur permettant de dissimuler les bénéfices d'une activité malhonnête ou illicite. A ce titre, elles jouent un rôle crucial dans la prévention, la détection et le signalement du blanchiment d'argent.

Ce rapport, établi à partir d'entretiens menés avec des responsables Compliance de 209 banques issues de 41 pays, aborde les questions en rapport avec l'impact du récent et rapide renforcement de l'arsenal législatif et réglementaire de lutte contre le blanchiment d'argent ainsi que les manières dont ces différents établissements font face à leurs responsabilités grandissantes en tant que gardiens du système financier.

KPMG International est un leader des services de révision comptable, de conseil fiscal, juridique et financier. A l'échelle mondiale, KPMG emploie près de 100 000 collaborateurs dans 150 pays. Les activités de KPMG Suisse sont intégrées à KPMG Holding (le membre suisse de KPMG International). Sous ce toit, KPMG emploie en Suisse près de 1500 personnes réparties dans treize sites. Dans l'exercice 2003, KPMG Suisse a réalisé un chiffre d'affaires de 343,8 millions de francs, ce qui représente une augmentation de 4,1 % par rapport à l'exercice précédent. Vous trouverez de plus amples informations sur [www.kpmg.ch](http://www.kpmg.ch).

Contact:

KPMG  
Stefan Mathys  
Corporate Communications  
Tél. +41/1/249'27'74  
Mobile +41/79/227'98'31  
E-Mail: [kpmgmedia@kpmg.ch](mailto:kpmgmedia@kpmg.ch)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100001147/100479645> abgerufen werden.